



MATHILDE PANOT

“ La France Insoumise : 1^{er} opposant, 1^{er} proposant ”



POUR NOUS RECONTACTER

Permanences de votre députée

Ivry-sur-Seine :
Chaque 1^{er} lundi
du mois 16 h-18 h

Vitry-sur-Seine :
Chaque 2^e lundi
du mois 18 h-20 h

Kremlin-Bicêtre : Chaque 3^e lundi du mois 16 h-18 h

Gentilly :
Chaque 4^e lundi
du mois 16 h-18 h

Sur rendez-vous

BIENVENUE DANS NOTRE NOUVEAU LOCAL !

1, Promenade du Liégeat
94200 Ivry-sur-Seine
01 46 58 87 29
mathilde.panot@assemblee-nationale.fr

Contre Macron

CE QUI A CHANGÉ DANS LA LOI :

Septembre 2017 - Les ordonnances travail

- Un droit du travail différent dans chaque entreprise avec plus de pouvoir aux employeurs
- Suppression d'aides aux personnes licenciées

- Affaiblissement du CDI avec la création du CDI de chantier que l'employeur peut rompre à tout moment sans verser d'indemnité.

CE QUE DÉFEND LA FRANCE INSOUMISE :

Octobre 2017 - L'état d'urgence dans le droit commun

- Dispositions favorisant les contrôles au faciès
- Renforcement des pouvoirs administratifs sans contrôle des juges qui accroît l'arbitraire

- Entrée dans l'ère du soupçon généralisé en opposition à la présomption d'innocence

- Création de 2 millions d'emplois par la relance de l'activité, la transition écologique, le protectionnisme solidaire
- Interdiction des licenciements boursiers et droit des salariés de reprendre leur entreprise en coopérative

- Hausse du SMIC et application des 35 h réelles
- Renforcement de l'inspection du travail

Novembre 2017 - Budget 2018

- Baisse de 16 milliards d'euros des dépenses publiques
- Les 10 % les plus riches voient leurs revenus annuels augmenter de 1193 € contre une baisse de 337 € pour les 10 % les plus pauvres

- Suppression de l'impôt sur la fortune
- Gel du point d'indice et des pensions de retraite

- La fin de l'austérité par la relance de l'investissement écologique et le partage des richesses
- La création de 2 millions d'emplois et la réduction du taux de chômage à 6 % d'ici 2022

- Recouvrir entre 60 et 80 milliards d'euros à l'État par la lutte contre la fraude fiscale
- L'augmentation des dépenses publiques pour atteindre 5 points de PIB d'ici 2022

Décembre 2017 - La sélection à l'université

- Le remplacement de la plateforme APB par ParcoursSup
- Les étudiant-e-s sont désormais sélectionné-e-s pour entrer à l'université

- Des quotas de meilleur-e-s élèves sont mis en place, même dans les parcours non-sélectifs
- La suppression du régime étudiant de Sécurité sociale

- Augmentation des places dans les universités
- Liberté d'étudier et obligation pour l'État de faire respecter cette liberté

- Objectif national de présence de bacheliers professionnels et technologiques dans les BTS et IUT
- Instauration d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 sous condition de ressources

Cinquième pays du monde en nombre de millionnaires, la France compte pourtant près de 9 millions de pauvres...

En 2014, près de 9 millions de personnes vivaient avec moins de 1 008 € par mois. Parmi elles, une majorité de séniors, de jeunes précarisé-e-s et de femmes travaillant à temps partiel élevant seules leurs enfants. **Cette situation est inacceptable.** Contrairement au lieu commun, la pauvreté n'est pas un phénomène inhérent à toute société et contre lequel l'État ne peut rien. L'histoire du XX^e siècle l'a bien montré : avec l'invention de la sécurité sociale, la création du SMIC, de la CMU ou encore des pensions de retraite, la pauvreté peut baisser. Aujourd'hui encore, il est possible de mener une politique sociale audacieuse luttant contre la pauvreté et ses effets. Pour cela, l'État doit reconstruire ses services publics, intervenir dans l'économie et soutenir financièrement les associations. En somme, faire l'inverse des politiques libérales entreprises par les gouvernements successifs de MM. Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron qui donnent des cadeaux aux plus riches (suppression de l'ISF, exit tax, CICE, etc.) et pénalisent les plus précaires (augmentation de la CSG, baisse des APL, etc.). **Aujourd'hui, les assisté-e-s, ce sont les riches et non les pauvres !**

A rebours du discours culpabilisateur colporté par les médias, le problème, ce ne sont pas les 3 milliards de fraude « sociale », mais les 80 milliards de fraude fiscale et l'énorme taux de non-recours aux droits sociaux. Aujourd'hui, près de 36 % des personnes ayant droit au RSA ne le réclament pas. Cela représente 5,3 milliards d'euros non distribués. Autant d'argent qui pourrait améliorer le quotidien de ses bénéficiaires. Pourtant Emmanuel Macron continue sa chasse aux pauvres et à insulter la population de « fainéants », « d'illettrés » ou encore de « riens ». Il continue de rendre

les personnes individuellement responsables de leur situation. Il est temps de rompre avec cette logique. Lors de la campagne présidentielle, nous avions proposé une revalorisation immédiate de 16 % du SMIC net mensuel, la **création d'une « garantie dignité » en revalorisant les minima sociaux afin que plus personne ne vive en dessous du seuil de pauvreté**, la construction massive de logements publics, l'instauration d'une garantie universelle des loyers ou encore une planification écologique créatrice de 900 000 emplois. Autant de mesures qui auraient agi tout de suite et concrètement sur la pauvreté et que les député-e-s insoumis-e-s s'efforcent de porter à l'Assemblée, malgré une opposition farouche de la majorité du Président des riches. La pauvreté touche tous les aspects de la vie – difficulté d'accès aux soins, mal-logement, précarité, isolement, sur l'ensemble de notre territoire. Chaque année, en France, le nombre de millionnaires augmente en même temps qu'explose le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté : cette société marche sur la tête. **Il est de notre devoir moral d'éradiquer la pauvreté, car personne ne souhaite vivre dans un océan de malheur.**

LA FRANCE INSOUMISE AGIT CONCRÈTEMENT !

Du 28 juin au 28 juillet, les militante-s de la France insoumise ont décidé de lancer une grande campagne d'accès aux droits sociaux et de la dignité dans la circonscription. Il s'agit de se rendre utile immédiatement.



Rendez-vous
Cet été 
La caravane insoumise !

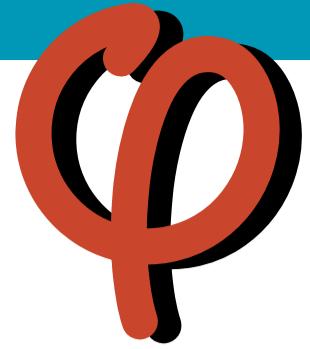
VENEZ PASSER UN MOMENT CONVIVIAL ET RENCONTRER VOTRE DÉPUTÉE

Map showing stops for the campaign:

- VEN 29 ET SAM 30 JUIN LES MARTINETTS AU KREMLIN-BICÉTRE
- VEN 27 ET SAM 28 JUILLET MONMOUSSEAU À IVRY-SUR-SEINE
- VEN 20 ET SAM 21 JUILLET FRANPRIX (RUE CHARLES FÉROT) & MARCHÉ FRILEUSE À GENTILLY
- VEN 6 ET SAM 7 JUILLET ROBESPIERRE & PLACE DU MARCHÉ À VITRY-SUR-SEINE
- VEN 13 ET SAM 14 JUILLET PIERRE ET MARIE CURIE À IVRY-SUR-SEINE

Mathilde Panot votre députée
La France insoumise

et son monde



CE QUI A CHANGÉ DANS LA LOI :

Janvier 2018 - Asile et immigration

- Allongement de la durée maximale dans les centres de rétention de 45 à 90 jours y compris pour des enfants
- Diminution des délais d'examen et de recours pour les demandeur-euse-s d'asile

- Renforcement des politiques de reconduite à la frontière pour les étranger-e-s en situation irrégulière et non abrogation complète du délit de solidarité

CE QUE DÉFEND LA FRANCE INSOUMISE :

- Faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République en augmentant les moyens humains et financiers des administrations et en allongeant les délais d'examen et de recours
- Mettre l'accent sur la lutte contre les causes des migrations (guerre, pauvreté, sous-développement, crise écologique)
- Favoriser l'intégration des étrangers présents sur le territoire qui le souhaitent : régularisation des travailleurs sans papiers, renforcement de la stabilité des droits – titre de séjour.
- Mettre en place une vraie politique internationale de co-développement et de paix

Avril 2018 - Pacte ferroviaire (SNCF)

- Suppression du statut des cheminots
- Ouverture à la concurrence de la SNCF qui a déjà provoqué l'effondrement du transport par le train

- Le changement de statut de la SNCF en société nationale à capitaux publics, premier pas vers la privatisation

- Faire de la SNCF un pôle public unique et planifier la reprise de la dette ferroviaire par l'État
- Ouvrir la gouvernance de la SNCF aux représentants d'usager-e-s et associations environnementales

- Mettre en place une taxe pollueur-payeur sur le transport routier
- Sauver les petites lignes et réinvestir dans le train de nuit

Mai 2018 - Violences sexistes et sexuelles

- Haute de la prescription de 20 à 30 ans pour les viols commis sur mineur-e-s
- Risque de déqualification du viol commis sur un-e mineur-e de moins de 15 ans par un-e majeur-e de crime à délit

- Crédit de la contravention de l'outrage sexiste, très difficile à mettre en œuvre

- Une loi cadre qui donne les moyens à la justice de fonctionner, à la police d'être formée, aux associations de pouvoir accompagner, à l'éducation de faire son travail
- Augmentation de la prescription pour les majeur-e-s victimes de viol
- Renversement de la charge de la preuve pour les mineur-e-s de moins de 13 ans

- Inscription de l'absence de consentement comme élément constitutif du viol
- Faire bénéficier aux femmes victimes de violence les dispositifs d'urgence et de réinsertion adaptés
- Formation et instruction à la déconstruction des stéréotypes de genre

Pour le 100 % renouvelables, une mobilisation réussie

Les militants de la France insoumise ont décidé de mener une campagne autour d'un axe central de notre programme écologiste : la sortie planifiée du nucléaire et le passage au 100% renouvelables.

Mathilde Panot a pris en charge la direction politique de cette campagne, dont l'un des moments forts a été **une votation citoyenne organisée dans tout le pays**.

Nous avons, dans le cadre de cette campagne, tissé des liens forts, dont les échos politiques ont été massifs. Plus de 315 000 personnes ont répondu à cette question aussi simple que porteuse d'espoirs pour notre pays : êtes-vous favorable à la sortie du nucléaire ?

A une écrasante majorité, la réponse positive l'a emportée. Le plus grand succès de cette votation, sans aucun doute, a été de décloisonner la question nucléaire : pour éviter le débat, les pouvoirs publics, lobby d'EDF en tête, ne cessent de présenter le débat énergétique comme exclusivement et uniquement technique. Il n'en est rien : pouvoir se chauffer et s'éclairer de façon décente sans menacer notre sécurité ni compromettre notre avenir est une question éminemment politique. En effet, **le nucléaire est extrêmement dangereux**.

Combien de morts passées et à venir liées à la catastrophe de Fukushima ? de Tchernobyl ? Le risque est tel qu'il est complètement délirant de continuer à faire comme s'il n'existe pas. Personne ne sait que faire des déchets radioactifs pour plusieurs milliers d'années, le transport des matières fissiles nous rend très vulnérables, les centrales sont des cibles de choix pour qui voudrait s'en prendre à nous.

Ce n'est pas tout : le nucléaire est moins riche en emplois que les énergies renouvelables. **Notre transition énergétique créerait à elle seule plus de 300 000 emplois**. Mais aujourd'hui, le Président Macron veut réinvestir plus de cent milliards d'euros dans les centrales nucléaires pour les faire durer davantage qu'il n'était prévu. Autant d'argent qui n'est pas investi dans des éoliennes, des panneaux solaires ou des hydroliennes !

Le Président des start-ups et des gadgets n'a pas compris l'impératif de notre époque : s'orienter vers un modèle énergétique décentralisé, plus proche de nous, qui nous rendra moins sensibles aux chocs massifs que ne manquera pas de provoquer le changement climatique.

Nous sommes fier.e.s d'avoir remis cette question au centre du débat public. Produire autrement, c'est un défi immense que nous sommes prêts à relever. Mais il nous faut aussi changer nos modes de consommation, vivre de telle sorte à ne pas détruire ce qui rend nos vies possibles.

Les économies d'énergie peuvent rendre nos existences plus vivables. Trop de foyers dans le pays ne peuvent se chauffer correctement du fait d'une très mauvaise isolation des logements. **L'enjeu de la transition énergétique est donc également un enjeu social** : que tout le monde puisse passer l'hiver au chaud, c'est une priorité politique absolue !



314 530 personnes ont participé à la votation nucléaire. 93,13 % ont voté oui à la sortie planifiée du nucléaire. C'est la plus grande votation citoyenne organisée qui marque l'attachement de nos concitoyen.ne.s à créer un nouvel horizon énergétique.

Sortir du nucléaire revient donc à nous tourner résolument vers l'avenir, en imaginant qu'il puisse être meilleur que celui préparé par ceux qui répètent les erreurs du passé. Nous allons continuer à mener cette campagne dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie et de la lutte citoyenne et d'intérêt général contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. Nous ne lâcherons pas ce sujet de la transition énergétique qui mettra fin au dogme nucléaire, pour le plus grand bien de notre démocratie et de notre vie en société.

L'incinérateur d'Ivry-sur-Seine, un projet inutile et dépassé

Le projet d'incinérateur d'Ivry est l'exemple même des politiques passées qui sont menées dans le pays. Avec l'argent du contribuable, ce sont **2 milliards d'euros** qui seraient investis dans la construction de cet énorme incinérateur. Alors que la moitié des déchets de Paris et de ses banlieues sont recyclables, pourquoi ne pas investir cette somme dans une politique favorisant le tri et la sensibilisation à la gestion des déchets ? D'autant que l'objectif politique de notre époque est très simple : **il faut aller vers le zéro déchet et le tout recyclable**. La planète ne peut plus supporter la pollution immense induite par l'accumulation sans fin des déchets.

Alors que le gouvernement a élaboré une feuille de route pour l'économie circulaire et la réduction des déchets ménagers non recyclables, ce projet arrive comme un cheveu sur la soupe. **Planifier de tels objectifs et « en même temps » construire cet incinérateur relève de l'hypocrisie la plus totale.**

Comme d'habitude, le projet hyper polluant et dangereux pour la santé des habitants est prévu dans les villes populaires. De la santé du peuple, ces gens-là font peu de cas ! Nous nous en préoccupons. **Nous nous opposons résolument et fermement à cette idée aussi absurde que ruineuse.**

À l'Assemblée

Activité parlementaire :

- **343** interventions en séance et en commission
- Plus de **3500** amendements proposés
- **8** questions orales
- **20** questions écrites
- **9** propositions de résolution
- **13** propositions de loi dont **5** lors de la niche parlementaire de la France insoumise sur le Burn-Out, le CETA, le droit à l'eau, les contrôles au faciès et le droit à mourir dans la dignité.



Sur le terrain

Rencontres avec les citoyens·ne·s et associations



Apéro insoumis sur les marchés.



Alternatiba : Tour à vélo de l'énergie citoyenne.



Visite de l'EPR de Flamanville avec la CRIRAD (association pour la sortie du nucléaire) et Naoto Kan, ancien Premier Ministre du Japon.



Soutien à Claude Mangin-Asfari en grève de la faim pour réclamer son droit de visite à son mari, Naâma Asfari, prisonnier politique au Maroc.



5 mai - Fête à Macron.

Une idée ? Une réaction ?
Contactez-nous et intervenez dans le prochain numéro !

franceinsoumisse94.10@gmail.com



Soutiens aux luttes



Avec les associations de parents d'élèves et la communauté éducative contre les fermetures de classes dans le Val-de-Marne.



Avec la coordination de vigilance du GHU Mondor et le personnel de l'hôpital contre la fermeture du service de greffe hépatique.



Avec les salariés en grève de Carrefour contre les suppressions de postes.

Réunions publiques



Sortir du nucléaire et promouvoir les énergies renouvelables dans le Puy-de-Dôme.



Écologie, démocratie et luttes citoyennes en Seine-Saint-Denis.



Atelier des lois Et si l'eau était un droit ? dans le Val-de-Marne.

RETROUVEZ L'ACTIVITÉ ET LES INTERVENTIONS DE MATHILDE PANOT SUR :

